

Pour Bancs Publics, « il est encore temps de tout reboucher ! »

PARKING PLACE BRIAND

Pour le collectif Bancs Publics, qui tenait ce jeudi son assemblée générale, le combat contre le parking sous la place Aristide-Briand est loin d'être enterré.

Nicolas Zarrouk
nzarrouk@midilibre.com

Votre collectif s'oppose à la création d'un parking sous la place Aristide Briand depuis octobre 2021. Nous sommes en février 2024 et le chantier se poursuit.

Qu'en est-il de votre action ?

Elle se poursuit aussi ! Et les questionnements que génère ce chantier mal préparé et totalement opaque se multiplient. Autour de la question de la ressource en eau, de l'espérance de vie des futurs arbres plantés dans des fosses sur une dalle en béton, des voies d'entrée et de sortie pour les automobilistes... Mais aussi autour du coût qui s'envole. Qui va financer ? Cet été, nous avons fait une tournée des marchés pour sensibiliser les habitants et les élus de l'Agglo. Car il faudra bien que quelqu'un paye... Et puis, il reste la justice qui ne s'est pas encore prononcée sur le fond du dossier. Il est clos depuis décembre dernier, mais la décision prend beaucoup de temps.

N'y a-t-il pas une forme de lassitude chez vos militants ?

En 2023, nous avions 700 membres au sein de l'association. Les sympathisants du collectif sont encore plus nombreux. Bien sûr que certains d'entre nous ont pris du recul. Mais d'autres arrivent. Il y en a aussi beaucoup qui s'inquiètent des conséquences après les mots terribles prononcés par le maire lors du dernier conseil municipal, qui pourraient servir de blanc-seing à des actions violentes isolées (François Commeinhes avait appelé

à « exterminer » Bancs Publics, avant de présenter ses excuses, NDLR). Cette agression nous a choqués et a indigné beaucoup de Sétois, qui du coup rejoignent notre combat pour faire entendre une voix citoyenne et faire vivre le débat public.

Du côté de la Ville, on dénonce aussi des agressions de votre part...

Que nous contestons totalement. Il ne faut pas tout mélanger. Oui, nous avons caricaturé François Commeinhes sur des tee-shirts ou des panneaux. Ça s'appelle la liberté d'expression. Les personnalités publiques doivent pouvoir être moquées. Nous revendiquons cet esprit frondeur et une certaine forme de désobéissance civile. Mais il y a des lignes rouges que nous ne franchissons pas.

« À la place, on nous propose des bonsaïs »

Pensez-vous qu'un retour en arrière est encore possible ?

On ne reviendra pas en arrière sur tout, bien sûr, mais on espère toujours que ce projet n'ira pas au bout. Surtout, on refuse l'idée qu'il est trop tard et que tout est perdu, que le combat est terminé. Nous ne sommes pas des hurluberlus, on a des exemples de grands projets qui ne sont pas allés à leur terme. Finalement, il est encore temps de tout reboucher et de planter des arbres qui s'épanouiront sur une place rendue à sa vocation sociale et populaire. À la place, on nous propose des bonsaïs !

Du coup, Bancs Publics est-il voué à disparaître le jour de l'inauguration du parking ?



Carole Hannequin, trésorière et Christophe Lalia, président.

N.Z.

Vous projetez-vous sur un temps plus long ? Et plus politique ?

Nous sommes un collectif et à ce titre, c'est le collectif qui décide. Certains chez nous sont très politiques, d'autres s'en moquent, d'autres encore ont voté pour François Commeinhes. Pour nous, faire de la politique, ça veut dire refuser les projets sans concertation. Peut-être que Bancs Publics disparaîtra, mais cette vision du citoyen qui agit et s'exprime sur son environnement va perdurer, sous une forme ou sous une autre. Vous avez des collectifs qui se montent, autour des quartiers notamment. On suit ça de près et on s'en réjouit.

« Une vision différente de la société »

Finalement, la discorde vient-elle du parking ou d'une vision plus générale ?

Les deux ! Ce projet de parking en centre-ville, à 200 mètres de

celui des halles et alors même que celui de Victor Hugo peine à se remplir, ça nous paraît anachronique. Laissons les voitures à l'extérieur et développons des alternatives. Sète peut être un parfait laboratoire pour cela. On pense aux canaux, aux pistes cyclables... C'est une histoire de parking, mais aussi une vision différente de la société.

Les transports alternatifs sont aussi au cœur de certains projets municipaux...

Mais nous ne rejetons pas en bloc ce que propose la Ville. Nous observons par exemple avec beaucoup d'attention le concept de la "Ville du quart d'heure" qui a récemment été évoquée. On pourrait être force de proposition, mais on s'est rapidement heurté à du mépris et un cruel manque de transparence. Est-ce que l'on pourrait aujourd'hui renouer le dialogue ? La violence des propos à notre rencontre ne semble pas aller dans ce sens.